

Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 1 €

~ Editorial ~

Etre militant du "Pays pour tous" :
Une réponse face à la politique de guerre
et de division du gouvernement !

1) Faire le pays pour tous.

Le pays pour tous, c'est l'affirmation que chacun compte, que tout habitant du pays a droit au respect, que l'égalité est possible car un habitant égale un habitant, et que les droits doivent être pour tous.

C'est la mise en oeuvre d'une politique de paix, face aux persécutions étatiques et policières.

Etre militant du pays pour tous, c'est affirmer un choix : celui de **partir de ce dont a besoin le pays** (que l'on peut entendre comme étant les gens qui sont dans un espace géographique précis à un moment donné) **et non de ce dont a besoin l'Etat.**

La proposition d'être "militant du pays pour tous" s'adresse à chacun, car c'est à chacun de dire aujourd'hui ce qu'il veut, ce qu'il pense, ce qu'il est prêt à faire dans la situation de tensions et de

guerre que le gouvernement. met en place volontairement, et à marche forcée.

Entendez bien la proposition : Il ne s'agit pas de "faire nombre", de faire "un de plus", car on n'existe pas par le nombre. Pour preuve : le nombre n'est même plus compté par le gouvernement (voir les batailles de chiffre à propos des manifestations syndicales sur les retraites).

Qu'est-ce qui compte alors ?

Ce que l'on a soi-même à dire et ce que l'on fait soi-même dans la situation : cela, ni l'Etat, ni un syndicat, ni une association ne peut le rayer ou l'ignorer. Il ne s'agit pas d'être représenté, mais au contraire de présenter soi-même ce que l'on veut, dans le réel des situations.

C'est pour cela que nous avons décidé de mettre en place *"le Rassemblement du pays pour tous"*, lieu où s'élabore concrètement une politique pour tous, faite par les gens eux-mêmes, et qui décide. Il s'agit d'un lieu non lié à l'Etat et ses partis.

Ce point est essentiel, ne serait-ce que parce qu'avec l'Etat nouveau qui se met en place, on voit bien que les différents partis sont d'accord sur les principaux thèmes qui le structurent : la sécurité, l'immigration, la guerre.

2) L'Etat en guerre contre les gens.

La situation, tout le monde la connaît maintenant : un gouvernement déchaîné et loin d'être affaibli. Déchaîné contre les gens : contre les étrangers ou ceux "d'origine étrangère", contre les plus pauvres, contre les habitants des quartiers populaires, contre de grandes parties de la jeunesse.

Cette politique se fait à coup de lois, toutes plus dures les unes que les autres. Toutes pour séparer les gens, enfermer, mettre sous contrôle policier.

Lois qui pénalisent ce qui jusqu'à présent faisait partie intégrante de la vie des gens concernés :

- la présence et le travail ici sont devenus passibles d'emprisonnement et d'expulsions, et ne peuvent plus ouvrir à des droits ;

- la nationalité française est soumise à des conditions pénales, et non plus à un droit inconditionnel ;

- habiter tel ou tel lieu, avoir telle ou telle origine, être de tel ou tel milieu social...amène à des traitements et des droits différenciés : l'échelle est grande qui va du non-droit absolu au privilège du fort, riche et puissant !

La police est devenue la référence absolue (voir le discours de Sarkozy à Grenoble) : elle détient la *"morale"*, le droit et surtout le non-droit, elle est érigée comme modèle, elle est "la France" et représente son identité.

Elle a surtout le droit de tuer et d'être protégée (voir l'acquittement des policiers qui ont tué un homme par étouffement, ou l'acquittement du gendarme qui à Draguignan a tiré dans le dos d'un homme entravé aux poignets et aux pieds et qui tentait de fuir...; et dernièrement la prise de position d'Hortefeux contre la justice qui a décidé

la mise en examen du gendarme mis en cause dans la mort d'un jeune gitan à Saint-Aignan).

Nous avons affaire à un Etat qui est en guerre contre de grandes parties de la population en France (un député a récemment déclaré : *"on est en guerre avec les banlieues"*), à un Etat qui a décidé que la police et la gendarmerie doivent dans tous les cas être protégés et soutenus.

Il devient clair, pour quiconque a un rapport au réel de la situation, que **l'Etat a décidé de marquer de façon offensive et irrémédiable sa séparation d'avec les gens, la population, le peuple.**

La modification en cours de la loi CESEDA, que certains appellent à tort "loi Besson", rentre complètement dans ce contexte.

3) Il est possible de faire, de réagir.

Nous avons commencé à dégager plusieurs points ; sur certains d'entre eux un travail est déjà engagé :

- Travailler à gagner l'abrogation des lois d'exception (CESEDA, rétention de sûreté...). Un rassemblement-débat a lieu le 9 octobre là-dessus.
- Chaque habitant compte. Les habitants des quartiers populaires font partie du pays et ne doivent pas être traités à part. Une réunion est prévue début novembre à la Reynerie sur les droits pour tous.
- L'école doit être pour tous, chaque enfant doit être pris en compte
- La police et la gendarmerie ne doivent pas avoir le droit de vie et de mort sur les gens : la guerre que mène l'Etat contre une grande partie de la population doit cesser.

D'autres points sont en travail ou à dégager. Nous le faisons dans des lieux ouverts à tous ceux qui veulent en être.

Jean-Louis



***Si le pays était pour tous, on n'en serait pas là,
on ne traiterai pas des gens qui vivent ici
de façon spéciale.***

Discussion à propos du projet Besson de modification du CESEDA

Jean-Louis :

Il n'y a pas de loi Besson, c'est juste une nouvelle modification du CESEDA. Ce sont des mesures graves qui nécessitent de se mobiliser contre, mais ce n'est pas une nouvelle loi. Besson partira, comme Hortefeux est parti, et le Ceseda modifié restera. C'est pour ça que l'enjeu reste l'abrogation du CESEDA.

C'est un pas de plus pour l'élimination juridique d'une série de gens : comme toujours, il s'agit de faire pénétrer une idée dans la société et dans le droit : c'est à la police et l'administration de décider et de juger de tout, il est donc normal qu'ils aient les pleins pouvoirs. C'est une nouvelle couche sur la situation, comme une nouvelle couche de peinture sur un mur .

Zoubida :

Ce qui m'a choquée c'est le fait qu'avec ces modifications de Besson, maintenant, toutes les décisions administratives et ne sont plus juridiques. Ce n'est plus la justice qui décide, tout est entre les mains de l'administration ; par exemple, pour l'interdiction de séjour : avant , le juge des libertés statuait en premier, maintenant, c'est le juge administratif. Ca fait une grosse différence, parce que le juge des libertés pouvait libérer la personne, pour faute de procédure par exemple, ou encore l'assigner à résidence. Il se

prononçait sur la liberté ou non de la personne. Le juge administratif, lui, statue directement sur la « régularité du séjour », et il est très rare qu'il annule une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Tout simplement parce que la loi CESEDA ferme pratiquement toute possibilité de régularisation. Et dès que la personne sera passée devant le juge administratif, elle pourra être expulsée.

Il y a aussi le fait que la faute de procédure (lors du contrôle par exemple) n'entraîne plus l'annulation de la procédure : par exemple, la police vient chercher quelqu'un dans la nuit, casse la porte ils n'ont pas le droit normalement.

Pour n'importe quelle autre personne du pays, même un grand criminel, un chef de la mafia, ils n'ont pas le droit. Eh bien pour les sans-papiers, ils pourront faire ce qu'ils veulent puisque de toutes façons l'ouvrier sans-papier est considéré comme un délinquant.

En plus, il y a l'interdiction de retour de 5 ans ; c'est énorme. Et là encore, ça va dépendre du droit administratif . On sait que l'OQTF sera presque systématiquement assortie de cette interdiction. Cette loi, c'est vraiment l'instauration d'un statut spécial pour les sans-papiers, mais pas seulement pour eux : parce qu'on voit que cela touche aussi les étrangers en général, avec l'obligation d'être assimilé, et les français naturalisés.

"Oui, maintenant, il y a "les vrais français" et les "autres". D'une certaine façon, on peut dire qu'ils en ont fini avec les sans-papiers, et ils passent à l'étape supérieure : c'est pour ça que ce projet inclut les étrangers et les nouveaux français ."

Marcel :

Oui, maintenant, il y a « *les vrais français* » et les « *autres* ». D'une certaine façon, on peut dire qu'ils en ont fini avec les sans-papiers, et ils passent à l'étape supérieure : c'est pour ça que ce projet inclut les étrangers et les nouveaux français .

Zoubida :

C'est grave qu'il y ait un seul pays et 2 catégories de français, c'est scandaleux. C'est un pays où on ne peut pas vivre en paix s'il y a des catégories de gens comme ça. On va vers la guerre.

Fellag :

Le français par naturalisation sera sous condition jusqu'à sa mort. La police peut alors provoquer les gens, au moindre faux-pas, on vous enlève la nationalité. Les gens seront soumis au pouvoir total de la police. Ta vie est entre les mains de la police, pas seulement le corps d'état, mais les individus policiers aussi . C'est la police pour la guerre, pas pour les gens.

Zoubida :

Ils ont enlevé en partie le droit du sol, voila les conséquences, c'est très grave.

Jean-Louis:

Il n'y a plus de limites. On peut très bien imaginer que le gouvernement fasse ce que demande le Pen c'est-à-dire retirer la nationalité aux français naturalisés après 74.

Marcel :

Même si tu es ici, dans ce projet, tu n'es pas ici : Il n'y a pas de lien possible entre les gens, la séparation est dite par cette frontière symbolique, ce nulle part où se trouvent les étrangers en groupe susceptibles de venir d'arriver en France. Même s'ils sont au coeur

du Massif central, là où ils sont, la police peut décréter que ce n'est plus la France, mais une « zone d'attente », comme à Orly, un ailleurs, hors du territoire.

Zoubida :

La seule réponse par rapport à ça, c'est de construire le pays pour tous. Si le pays était pour tous, on n'en serait pas là, on ne traiterai pas des gens qui vivent ici de façon spéciale.

Les gens s'indignent de ce qui se passe aujourd'hui, ils disent maintenant « on n'en veut plus », mais ce n'est pas une révolte. C'est juste de la peur.

Pour une personne qui a eu des problèmes toute une communauté est stigmatisée. C'est ce procédé qui a choqué, pas le fond. Pourquoi ne s'interrogent-ils pas sur le fond ? Il faut qu'ils voient ce qui les a amenés là, ça ne tombe pas du ciel. C'est la suite des lois d'exception. Tous les discours adressés parmi d'autres (Dakar,

Sarcelles) sont restés sans réaction. Si les gens n'avaient pas accepté le CESEDA et toutes ces lois d'exception, il n'y aurait pas ce qui se passe aujourd'hui contre les Roms. C'est une conséquence de ce qui s'est passé contre nous les sans-papiers il y a quelques années, la mise en dehors du droit, la persécution policière et administrative.

Il faut bien savoir que le pays ne peut pas être pour tous, il ne peut pas y avoir l'égalité, il ne peut pas y avoir la paix et l'entente entre les gens, il ne peut pas y avoir la justice, tant qu'il y a des lois comme le CESEDA, qui mettent une partie des habitants hors du droit commun et qui créent des statuts spéciaux.

Il est temps que ceux qui voient où mène cette politique de guerre et n'en veulent pas se retroussent les manches et se mettent au travail, en comptant sur eux-mêmes. Parce qu'il n'y a pas d'autre rempart que celui qu'on construit, ensemble, nous-mêmes, à partir des situations qu'on rencontre, et des principes pour tous.

(propos recueillis par Brigitte)



Une nouvelle sorte de manifestation est née : la manifestation de la peur !

«Il existe une connivence tacite, non voulue, mais réelle, entre ceux qui font peur et ceux qui ont peur.» [Victor Hugo]

Dans l'ancien temps, celui du XIX^e et du XX^e, les ouvriers, le peuple, les étudiants...sortaient, manifestaient.

Suivant les périodes, les manifestants "*barricadaient*", ils disaient contre quoi ils étaient ("*A bas la réforme Debré*", ou ..."*la loi Devaquet*", ou..."*A travail égal, salaire égal*", ou...) ; ils étaient offensifs contre la guerre au

Vietnam ; il arrivait aussi qu'ils traînent la savate entre République et Nation aux cris de "*Pompom des sous*", (pour les plus jeunes, il faut dire que le "Pompom" syndical était le Président Pompidou), dans d'autres moins médiatisées mais tout

aussi réelles ils affirmaient : "*Les droits pour tous, Ouvrier ça compte, le travail ça compte; Abrogation du CESEDA*".

Pour ma part, j'étais et suis de celles-là.

Et voilà que depuis 2002, en soutien total à Chirac (si, si, il faut le dire et l'assumer...), nous avons assisté à une funeste invention : **la manifestation de la peur !**

Ce n'est pas un scénario de film d'horreur écrit pour l'occasion, avec effets spéciaux, monstres en 3D, morts-vivants, revenants, extra-terrestres...

Non, c'est bien plus simple et terre à terre : "on" manifeste car il faut un protecteur contre le Mal politique et moral qui nous ronge. "On" manifeste pour manifester sa peur, son angoisse, son effroi...et plus "on" est nombreux, plus ça justifie les bonnes raisons d'avoir peur. Car, c'est bien connu (ou en passe de le devenir), plus le nombre de peureux est important, plus "on" a raison d'avoir peur !

Les manifestations de 2002, décrétées "*citoyennes*" et de "*sursaut Républicain*" par la presse libre et indépendante (Libé, le Monde...) ont permis les 80 et quelques pour cents à un Chirac finissant et agonisant, vous savez, celui du "*bruit et l'odeur*", d'ailleurs très bien chantés et décriés par nos Zebda Toulousains en leur temps.

Temps certainement oublié par eux, car en 2002, de source sûre, on m'a dit (je n'y étais pas dans cette première et inédite manif de la peur) qu'ils apportaient tout leur soutien à Chirac !

Certains diront : *assez de faire la fine gueule ! on*

aurait eu Le Pen si "on" ne s'était pas jeté dans les bras de notre protecteur Chirac, décrété grand homme politique à cette occasion : même de Gaulle devait en pâler !

A cela, je réponds : Chirac serait passé sans vous : l'algèbre existe depuis longtemps, et sans grand théorème à déchiffrer, tout le monde sait que $2 + 2 = 4$.

Mais avec le soutien et l'appel de la peur, avec ses 80 et quelques pour cents, le brave Chirac "*du bruit et l'odeur*", a pu nous mettre du Le Pen pour le prix payé d'avance.

La suite, tout le monde la connaît : du Le Pen sans Le Pen, mieux que l'original, car "*républicain et démocratique*" et paraît-il, pas antisémite pour 2 sous.

On a eu le CESEDA, puis le CESEDA, et comme la population avait l'air d'apprécier, un bol de rab avec encore du CESEDA. On a eu Perben, la rétention de sûreté pour les dangereux fous/prédateurs/voleurs (encore des monstres qui font peur, chouette alors), Perben2

car le 1 était bien passé, 2005 et l'état d'urgence un peu poussiéreux car pas sorti depuis la guerre d'Algérie (vous savez, ces affreux fellaghas qui vous poignardaient dès que vous aviez le dos tourné ; encore un frisson... de peur). Et cela continue.

Face à cela, "on" a sorti la botte secrète, celle qui va faire s'écrouler le sarkozysme : **j'ai nommé la 2° manif de la peur, celle du 4 septembre 2010**, où il fallait se rassembler pour que la République nous protège, pas n'importe laquelle, la 3° ! vous savez bien, celle de 1870, celle qui a massacré les Communards (car là, c'est les puissants qui ont eu peur), celle qui a organisé une si belle expo coloniale, et mené les guerres coloniales qui allaient avec pour civiliser ces sauvages...

Mais, l'histoire ne se répète pas (ou alors en farce paraît-il). Encore faut-il ne pas en être le dindon. Cette 2° manif de la peur l'a dit d'entrée : le protecteur face à Sarkozy, ce sera la Gauche. Mais là, c'est un peu compliqué : avoir comme protecteur un corps mou et défait...personne n'y a vraiment cru...

Pas grave, le principal n'était pas d'y croire, mais de pouvoir retourner tranquillement chez soi avec le sentiment du "devoir accompli". Devoir Républicain, comme il se doit.

Mais méfiance : 14-18, guerres coloniales, écrasements des soulèvements populaires...tout cela fait partie du fameux "devoir Républicain", tout comme l'expulsion de centaines de milliers de gens, tout comme l'écrasement et l'humiliation nécessaire des habitants de banlieues qui la ramènent un peu trop, tout comme la guerre en Afghanistan, tout comme...

La peur est mauvaise conseillère : en principe, tout le monde sait cela...

On sait aussi qu'à force de crier au loup, on tombe tout rôti dans sa gueule...

Alors, que faire ?

Affirmer, toujours affirmer et encore affirmer : qu'on est du côté des gens, qu'on est pour les droits pour tous, qu'on est pour le pays pour tous, qu'on est pour l'abrogation des lois d'exception, qu'on est pour l'égalité car un habitant = un habitant, qu'on est pour le respect de chacun car chacun compte !

La peur se combat tout comme les mauvaises politiques qui s'en servent !

S'organiser ensemble autour de principes pour tous, cela demande un peu de courage, certes, mais cela libère et change beaucoup de choses !

Soyez-en !

Jean-Louis



MULTIPLICATION DES EXPULSIONS, NOUVEAU DURCISSEMENT DU CESEDA,
MISE EN PLACE DE CATÉGORIES DE FRANÇAIS, DÉCHÉANCE DE LA
NATIONALITÉ,

MULTIPLICATION DES LOIS D'EXCEPTION : LA VIOLENCE D'ÉTAT DOIT CESSER !

QUE FAIRE ? COMMENT REAGIR ?

**RASSEMBLEMENT-DEBAT, Samedi 9 Octobre, 15h
Place du Capitole à Toulouse**

A l'appel du "Rassemblement du Pays pour tous"

ACQUIS

Le terme «acquis» désigne une connaissance, un avantage, un droit obtenu par une action.

Sur un plan social, ce terme fait référence à des droits acquis. On parle, alors, d'acquis sociaux. Ces acquis sont la sécurité sociale, la retraite, l'éducation, la santé.

Or le langage étatique génère une confusion. Dans ce langage, le terme «*acquis*» renvoie à des avantages, des privilèges appartenant à une catégorie socioprofessionnelle. C'est-à-dire à quelques-uns.

Concrètement, sur le terrain de l'état, nous, les pauvres, les ouvriers, les salariés, les artisans de France sommes devenus, bien que nous ne possédions pas de yacht sur la Côte d'Azur, des privilégiés.

Les syndicats ont adopté le langage étatique et défendent des acquis sociaux et non plus des droits pour tous. Ils entrent dans la logique étatique du «*cas par cas*» dont l'objectif est de diviser. Par exemple, les critères de régularisation issus d'accords entre le Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale et les syndicats sont présentés comme des acquis sociaux. L'idée de droit pour les gens est absente. Les acquis sociaux sont alors pensés comme des privilèges. Or ces critères présentés comme acquis sociaux entrent dans le cadre d'une loi d'exception, la loi CESEDA.

Accepter une loi d'exception, c'est accepter l'idée que pour répondre à un problème donné, il faut catégoriser des pans entiers du peuple et attribuer à la catégorie de population, ainsi créée, une loi fixant une multitude de critères qui excluent cette catégorie du droit pour tous. Les critères de régularisation présentés comme acquis sociaux par les syndicats aboutissent au «*chacun pour soi*» et permettent l'accès à une régularisation au plus petit nombre possible. Le droit devient un privilège.

Une loi d'exception, CESEDA, permet l'invention de «*français*», de «*français de souche*», de «*sans droits*» et de «*avec privilèges*». Les critères présentés comme acquis sociaux ne mènent donc qu'à la division et au non-droit.

Sur les banderoles, nous pouvons lire «ne touchez pas à nos acquis». Le langage étatique est repris, et ne parle finalement qu'aux protagonistes, ouvriers, employés concernés par un plan de licenciement, par des mesures spécifiques de détérioration des conditions de vie, de critères d'exclusion d'un emploi ou du reclassement professionnel.

La retraite, un acquis? Non, un droit pour tous!

La sécurité sociale, un privilège? Non, un droit pour tous!

L'éducation, un avantage? Non, un droit pour tous!

La santé, un privilège? Non, un droit pour tous!

Tous ces droits sont issus du programme national de la résistance adopté dans la clandestinité en 1944. Les hommes et les femmes de la résistance ne se sont pas battus pour des avantages ni pour des privilèges mais pour le droit pour tous.

Cessons d'utiliser le terme étatique «*acquis*». La sécurité sociale, l'éducation, la santé, la retraite sont notre richesse. Parlons avec les gens. **Ecrivons sur les banderoles « nous voulons les droits pour tous**». Le terme «droit» parle à chacun.

Une façon possible de se placer à distance de l'Etat est de créer et d'utiliser notre langage propre.

Obtenir le droit pour tous, c'est gagner le respect. C'est décider de nos vies. C'est la Liberté !

Luc

Qui vit ici est d'ici,

Rejoignez le "Rassemblement du pays pour tous" !

Au cours d'une réunion du "*Rassemblement des ouvriers sans-papiers gens d'ici et leurs amis*", un militant, lui même ouvrier sans-papiers, a proposé de fermer le Rassemblement, et de créer une nouvelle organisation.

Les arguments avancés ont convaincu l'ensemble des militants. Quels sont-ils ?

1) Prendre acte qu'une séquence politique est terminée, séquence initiée par nos propositions et notre travail. Depuis 1998, nous avons travaillé à montrer que les sans-papiers sont des gens d'ici, qui participent à la vie du pays, et qu'en aucun cas ils ne sont des "clandestins" (langage de l'Etat), des gens louches dont il faut se méfier.

Ce travail, qui a été aussi une réalité importante dans les foyers africains à Paris, a fait sortir des points importants, qui ont marqué la bataille des ouvriers sans papiers en France : "*ouvrier, ça compte*", "*le travail ça compte*", "*le travail doit ouvrir aux droits*", "*les droits pour tous*", "*abrogation de la loi CESEDA*."

"Ouvrier", pas par ouvriérisme et misérabilisme ; ouvrier pas plus au nom d'une classe politique. Ouvrier, d'une part pour pointer la réalité de la vie des gens ici, et d'autre part parce que nous sommes convaincus que la façon dont l'ouvrier est considéré dans un pays, traité par un Etat, dit la vérité sur l'état réel du pays, sur la subjectivité politique des gens à un moment précis, et sur la politique étatique à l'oeuvre.

On peut avancer une maxime du genre : "*dis-moi ce que tu penses des ouvriers de ton pays, dis-moi comment ils sont traités, je te dirai où tu en es*".

Quand des sans-papiers se sont emparés de ce point, cela leur a donné le courage et la confiance nécessaires pour mener eux-mêmes la bataille. Cela a été une réalité importante dans de nombreux collectifs et au Rassemblement à Toulouse.

Et cela bien avant que la CGT prenne le point du travail pour l'enfermer dans son aspect utilitariste, sans principe, qui donne : *ceux qui servent à l'économie doivent avoir des papiers*

provisoires et précaires. Cela marche sans problème avec l'immigration choisie de Sarkozy.

2) Autour "d'ouvriers sans papiers", nous avons pu faire de grandes choses qui ont marqué la situation : première grève d'ouvriers sans-papiers en 2005, débrayage d'une heure sur les chantiers contre les contrôles de police fait par des ouvriers avec ou sans-papiers en Mai 2008, organisation de la *Journée de paix et d'amitié entre les habitants du pays* en mars 2007, interventions contre les contrôles policiers sur les chantiers et sur les routes le matin pour rafler les ouvriers sans-papiers, *Journées du pays pour tous* en juin 2010, *Journées de Mai* en 2008...

Séquence terminée parce qu'en grande partie la réalité ouvrière des sans-papiers est reconnue et reprise par tout le monde aujourd'hui.

3) Séquence terminée parce que nous voyons bien qu'il ne suffit pas que la réalité ouvrière des sans-papiers sorte au grand jour, pour que les droits suivent.

Pendant des années, il nous a été reproché par les auto proclamés "défenseurs des sans-papiers" de parler des ouvriers, de mettre en avant cette réalité. En vérité, ce qui nous est reproché, c'est d'affirmer que les gens de nationalité étrangère, qui vivent ici, sont d'ici, du pays, de la France, à égalité avec quiconque.

Avec le "*Rassemblement du pays pour tous*", c'est aussi ce point que nous voulons gagner.

4) Nous avons décidé d'appeler notre nouvelle organisation « Le Rassemblement du Pays pour tous ». Pourquoi ?

L'état mène une politique de tri des gens, de séparation, d'exclusion et de persécution d'une partie des habitants. Expérimentée sur les sans-papiers, cette politique s'étend maintenant à de nombreuses autres catégories (roms, français récemment naturalisés, habitants des quartiers populaires, malades mentaux, etc..)

Elle se retrouve dans tous les domaines de la vie : l'éducation, la santé, le travail, le

logement..... Sur tous ces points de droit fondamental, l'état trie, sélectionne, accorde des droits à certains et les refuse à d'autres, aux sans-papiers bien sûr, mais pas seulement : aux pauvres, aux étrangers, à certains malades....

Nous nous sommes trouvés confrontés à ces questions, et nous avons commencé à les réfléchir, comme nous avons réfléchi la question des papiers, et à nous organiser avec d'autres pour trouver des chemins pour changer les choses.

Ces chemins vont tous dans la même direction, celle du « pour tous », celle de l'égalité.

L'égalité, ce n'est pas tout le monde pareil, c'est le même droit pour chaque personne du pays. C'est à partir de là que nous nous organisons, que nous réfléchissons, que nous élaborons des propositions, que nous intervenons dans des situations précises.

Lors de nos *Journées du Pays pour tous*, en juin dernier, nous avons expérimenté que la question posée à chacun, à partir de laquelle décider de la position qu'on prend, est celle-ci : **le pays qu'est la France doit-il compter tous ses habitants à égalité ?**

Répondre « non » à cette question, c'est cautionner la politique de l'état sur le fond, c'est accepter la ségrégation, la persécution des plus pauvres et de certains groupes, c'est abandonner le droit au profit du privilège. Il n'y a pas d'expulsion humaine, d'exclusion justifiée, de persécution démocratique. La question n'est pas celle du degré, elle est celle du principe.

Répondre « oui », c'est s'engager pour l'égalité et le respect de chaque habitant du pays. C'est accepter de pratiquer cette égalité au sein même du Rassemblement, c'est oser penser en

dehors du cadre imposé par l'état, être « pour » le pays pour tous, compter sur soi-même et sur d'autres pour inventer ensemble ce que cela signifie, concrètement, dans telle ou telle situation.

Le "Rassemblement du Pays pour tous" signifie cela :

On se bat pour tous, pas pour certains. On ne cherche pas des places à l'Assemblée Nationale, on se bat pour l'égalité, pour le droit.

On a une idée du pays qu'on veut, et **on s'organise**, gens différents qui ont décidé d'en être, **pour le construire et le faire vivre dès maintenant**, dès aujourd'hui, sans attendre un sauveur quelconque, sans attendre des lendemains meilleurs (ou plus sûrement pires), en comptant sur nous-mêmes, sur notre capacité à faire dans la durée ce qu'on a décidé de faire.

Cela, cette forme d'organisation, on l'a apprise du *Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis*, on sait qu'elle fonctionne.

On se tient à distance de l'état, parce qu'on part de ce qu'on veut, de la vie des gens, de notre volonté à transformer les choses dans le sens du pour tous, et non de ce que veut l'état. Mais **on se tient aussi face à l'état**, debout, pour l'interpeller sur ce qu'on veut, pour partir du réel du pays, c'est-à-dire les gens qui y vivent.

Nous créons *Le Rassemblement du Pays pour tous* **pour permettre à chacun de s'engager, non pas contre, mais pour** : pour l'égalité, pour le droit, pour l'indépendance de pensée et d'action, à distance de l'état, mais face à lui.

Chacun y a sa place, sur cette base, pour apporter sa pierre à cette construction.

Mercredi 3 Novembre, à 18h, à la Reynerie, se tient une réunion du "Rassemblement du Pays pour tous", sur les quartiers populaires, autour des points suivants :

- . Chacun compte, la vie de chacun compte !*
- . Les droits sont pour tous, sinon ce sont des privilèges !*
- . Qui vit ici, est d'ici : les habitants de France ont plusieurs nationalités, origines, religion ou non...*
- . La religion est une affaire privée, l'Etat doit laisser les gens de religion musulmans tranquilles*
- . La jeunesse des quartiers populaires est aussi la jeunesse de France, elle est aussi l'avenir du pays !*

Si vous voulez participer à cette réunion, prenez contact pour le lieu.

Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui

L'aujourd'hui, le temps présent, celui dont, femmes et hommes, nous sommes les contemporains, est toujours particulier et singulier. Il est aussi plus ou moins facile à appréhender et à maîtriser : cela dépend en grande partie des moments politiques et de la structuration ou non des gens eux-mêmes.

On conviendra aisément que le moment actuel, celui que nous vivons, est obscur et porteur de désastres, conséquence du peu d'affirmations positives portées par les gens.

Penser l'aujourd'hui, du côté des gens, n'en est que plus urgent.

Qu'a de particulier la situation actuelle ?

1) Elle est marquée par la fin de plusieurs grandes catégories politiques qui ont structuré la longue période précédente (en fait tout le XX^e siècle), et qui en se clôturant laissent un champ de ruines qui explique en grande partie la destructuration complète de ce qu'on appelait le Peuple.

Que ce soit la Révolution avec la lutte des classes comme moteur, ou le clivage parlementaire gauche/droite, ou encore l'idée que l'humanité allait de manière inéluctable vers un mieux, tout cela est bel et bien terminé. Il en est de même de la notion de Parti comme organisateur de l'émancipation des gens, et de l'idée que l'Etat serait le passage obligé de toute politique.

2) Un point de blocage et de difficulté vient du fait que beaucoup de gens restent "prisonniers" de ces vieilles catégories qui sont épuisées et saturées avec l'espoir de les faire renaître de leurs cendres. Cela empêche toute avancée : penser l'aujourd'hui dans ces conditions devient impraticable.

3) La période actuelle est donc une période de transition : l'ancien est toujours là, de manière objective, mais surtout subjective, dans la "tête des gens" ; en même temps, le nouveau se met en place : l'Etat moderne se transforme profondément (et ceci est vrai mondialement) ce qui entraîne un nouveau rapport (très mauvais) des Etats aux peuples ; du côté des gens, de nouvelles catégories politiques commencent à émerger, des expériences et tentatives nouvelles prennent corps, permettent de nouveaux possibles. Penser le réel redevient envisageable, savoir que faire aussi.

.../...

Les **Rencontres pour penser l'aujourd'hui** se proposent d'être un lieu où réfléchir les ruptures nécessaires d'avec l'ancien, pour tenter de démêler la situation actuelle et de faire en sorte que des hypothèses et propositions nouvelles, d'aujourd'hui, soient à même d'émerger.

Les Rencontres se veulent des moments et des lieux où nous prenons ensemble le temps de penser l'aujourd'hui. Il nous paraît important dans une société où le fait de penser est sans cesse dévalorisé, où le rapport au temps est celui de l'activisme, du résultat rapide déconnecté de toute réflexion, de proposer des lieux avec une temporalité nouvelle. Réfléchir et élaborer à plusieurs sur la situation politique actuelle permet qu'émergent de nouveaux questionnements, des façons nouvelles d'appréhender le réel et des idées inédites pour y faire face.

Concrètement, chaque Rencontre proposera une analyse d'un point précis, débouchant sur des hypothèses et des affirmations soumises au débat.

**La première Rencontre aura lieu le mardi 19 octobre
de 18h00 à 20h00, salle Duranti Antoine Osète à Toulouse**
(Rue du Colonel Pélissier, métro Capitole).

Elle abordera la question de l'Etat :

- **sa transformation actuelle, dont nous sommes les contemporains,**
- **la possibilité et la nécessité que la capacité politique des gens ne soit plus centrée sur l'Etat, ce que nous appelons "la distance à l'Etat".**

Les Rencontres suivantes aborderont :

- la question de la santé, sous le prisme des lois d'exception
- les notions de loi et de droit, et leur séparation actuelle
- la question du lien entre le local et le global
- les notions d'Etat, de nation, de peuple.

Bien sûr, toute proposition est la bienvenue.

LES RENCONTRES POUR PENSER L'AUJOURD'HUI

Mail : penser.laujourdhui@gmail.com

POUR NOUS RENCONTRER :

- ⇒ LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H
- ⇒ NOUS SOMMES PRÉSENTS TOUS LES DIMANCHES
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H
- ⇒ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI A 18H,
LE MERCREDI ET LE JEUDI A 18H30, A REYNERIE ET EN CENTRE VILLE
- ⇒ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU
NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr
- ⇒ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou
<http://www.ouvriersgensdici.net>



~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Etre militant du "Pays pour tous" :
Une réponse face à la politique de guerre et de division du gouvernement !", Page 1 ;*
- ◆ *"Discussion à propos du projet Besson de modification du CESEDA", Page 3 ;*
- ◆ *"Une nouvelle sorte de manifestation est née :
la manifestation de la peur !", Page 5 ;*
- ◆ *"Acquis" Page 7 ;*
- ◆ *Qui vit ici, est d'ici ; rejoignez le Rassemblement du Pays pour tous, Page 8 ;*
- ◆ *Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui, Page 10 ;*
- ◆ *Pour nous contacter Page 12*